

RÉPUBLIQUE DU TCHAD

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

PRIMATURE

MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE
L'INDUSTRIE

SECRETARIAT GÉNÉRAL

DIRECTION GENERALE DE COMMERCE

DIRECTION DE LA FACILITATION DES
AFFAIRES ET DE L'APPUI AU SECTEUR
INFORMEL

N° _____/PR/PM/MCI/SG/DFAASI/2025

Unité – Travail – Progrès
وحدة-عمل-تقدم



جمهورية تشاد
رئاسة الجمهورية
رئاسة الوزراء
وزارة التجارة والصناعة
الأمانة العامة
المديرية العامة للتجارة

N'Djaména, le
07.01.25

**RAPPORT DE CONSULTATION
DANS LE CADRE DE LA PRÉPARATION DU
PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ ET
FINANCIER (PADSPF)**

Janvier 2025

Table des matières

1. Résumé exécutif	P.3
2. Introduction	P.4
2.1 Contexte du projet	
2.2 Objectif de la consultation	
2.3 Parties prenantes	
3. Méthodologie	P.5
3.1 Processus de consultation	
3.2 Méthodes employées	
4. Résultats de la consultation	P.6-10
4.1 Synthèse des opinions	
4.2 Tableau récapitulatif des consultations	
5. Prochaines étapes	P.11-15
5.1 Chronogramme d'activités	
5.2 Budget prévisionnel	
6. Conclusion	P.16
7. Annexes	
7.1 Détails des participants : Liste des parties prenantes consultées (anonymisées si nécessaire).	
7.2 Instruments de consultation : Copies des questionnaires, guides d'entretien, etc.	
7.3 Données brutes : Résultats de sondages ou notes d'ateliers.	

1. Résumé exécutif

En réponse à une requête du gouvernement tchadien visant à soutenir le développement du secteur privé et financier, la Banque mondiale a favorablement accueilli l'initiative et déployé une équipe pour collecter des informations essentielles à la structuration d'un nouveau projet : le **Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé et du Secteur Financier (PADSPF)**.

Par l'Arrêté 041/PR/PM/MCI/MFBEP/SG/2024 du 22 novembre 2024, un Comité Technique a été mis en place avec pour mission principale de définir les composantes et les activités clés du projet, tout en supervisant son avancement. Ce comité a coordonné une mission de consultation auprès des parties prenantes afin d'aligner les activités du projet sur les réalités et les priorités nationales.

Cette consultation, menée à l'aide de questionnaires structurés, s'est déroulée du 16 décembre 2024 au 3 janvier 2025.

Les principaux axes identifiés portent sur l'amélioration du climat des affaires, notamment par le renforcement de la justice commerciale, l'accès au financement et le développement des capacités des PME.

À l'issue de cette démarche, plusieurs résultats concrets ont été obtenus, notamment :

- Un tableau récapitulatif des consultations effectuées ;
- Un chronogramme détaillé des activités prévues ;
- Un budget provisoire.

Ces avancées constituent une base solide pour la mise en œuvre efficace du PADSPF, répondant aux enjeux prioritaires du secteur privé au Tchad.

Équipe de consultation :

. **Khalil Mohly d'Abzac**, Directeur de la Facilitation des Affaires et de l'Appui au Secteur Informel, Direction Générale du Commerce, Ministère du Commerce et de l'Industrie

. **Dadi Adoum Arsin**, Directeur du Service aux Investissements, Agence Nationale des Investissements Extérieurs (ANIE)

. **Esdraas Sikassa**, Directeur de la Législation, du Contentieux et des Relations Fiscales Internationales, direction générale des Impôts, MFBEP

2. Introduction

2.1 Contexte du projet

Le Tchad fait face à de nombreux défis entravant le développement de son secteur privé, notamment un climat des affaires complexe, un cadre réglementaire rigide, l'absence de dialogue public-privé structuré, des infrastructures insuffisantes, une justice commerciale peu performante, un accès limité au financement, et un soutien inadapté pour les PME.

Dans ce contexte, le Gouvernement tchadien a renouvelé, en novembre 2023, une requête auprès de la Banque mondiale pour obtenir un appui au développement du secteur privé. En réponse, deux missions d'évaluation de la Banque mondiale ont été dépêchées à N'Djaména en septembre et octobre 2024. Leur objectif était de consulter les parties prenantes publiques et privées et de collecter des informations essentielles à la structuration d'un nouveau projet : le **Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé et du Secteur Financier (PADSPF)**.

Afin de concrétiser cette initiative, le Gouvernement a pris une mesure significative en instituant, par l'Arrêté 041/PR/PM/MCI/MFBEP/SG/2024 du 22 novembre 2024, un Comité Technique (CT-PADSPF) chargé de superviser les travaux préparatoires. Présidé par le Directeur Général du Commerce et composé d'experts des administrations concernées, ce comité a pour mission de garantir que le projet réponde efficacement aux besoins identifiés.

La première réunion du CT-PADSPF s'est tenue le 5 décembre 2024 au Ministère du Commerce et de l'Industrie. Lors de cette rencontre, la mission de la Banque mondiale a annoncé qu'une note conceptuelle du projet était en cours de préparation, basée sur les consultations et informations collectées.

Cette note fera l'objet d'une revue technique les 8 et 9 janvier 2025 et servira de base pour identifier les composantes clés du PADSPF, marquant une étape importante dans la mise en œuvre de ce projet stratégique.

2.2 Objectif de la consultation

Chargé principalement d'identifier les composantes et les activités clés du projet, le CT-PADSPF a organisé une mission de consultation auprès des parties prenantes, impliquant des rapporteurs et certains membres du comité.

L'objectif de cette démarche est de recueillir des informations sur l'environnement du secteur privé et financier directement auprès des acteurs concernés, afin de définir les composantes et les activités du projet de manière pragmatique et en adéquation avec les réalités du pays.

2.3 Parties prenantes

Les principales parties prenantes identifiées dans le cadre de cette consultation sont les suivantes :

- Association Professionnelle des Établissements de Crédit (APEC)
- Agence d'Administration des Zones Économiques Spéciales (AAZES)
- Agence Nationale des Investissements Extérieurs (ANIE)
- Chambre de Commerce, d'Industrie, de l'Agriculture, des Mines et des Arts (CCIAMA)
- Conseil National du Patronat Tchadien (CNPT)
- Comité de création de la Chambre des Femmes Entrepreneurs
- Douanes
- Incubateur Bet al Nadja
- Tribunal du Commerce
- Impôts
- Ministère du Commerce et de l'Industrie

3. Méthodologie

3.1 Processus de consultation

La consultation des parties prenantes en vue de contribuer à la mise en œuvre du projet a commencé le 16 décembre 2024 et a pris fin le 03 janvier 2025. Au préalable, une invitation, un calendrier, et une trame de consultation ont été transmis aux parties concernées.

3.2 Méthodes employées : trame de consultation

Informations :

1. Nom de l'organisation / institution
2. Secteur d'activité
3. Nom / prénom / contact / fonction des personnes consultées

Base de questions :

- Quels sont les principaux freins au développement du secteur privé ? Du climat des affaires ?
- Quels sont les principaux freins au développement de l'accès au financement ?
- Quels types de soutien estimez-vous nécessaires pour améliorer l'environnement des affaires au sein du secteur privé ? De l'accès au financement ?
- Comment évaluez-vous la réglementation actuelle dans votre secteur ?

- Quelles réformes réglementaires seraient nécessaires pour améliorer l'environnement des affaires ? L'accès au financement ?
- Si le PADSPF est mis en place, quelles actions prioritaires souhaiteriez-vous voir mises en œuvre ?
- Quel impact espérez-vous qu'un tel projet ait sur votre organisation et sur le secteur en général ?
- Disposez-vous d'un projet ou d'une activité qui nécessite un financement ?

Il est à noter que cette trame de questionnaire est indicative et constitue une base de questions qui est adaptée lors de chaque entretiens en fonction des réalités des parties prenantes. Cette base a permis à l'équipe de converger vers une synthèse des opinions sur le développement du secteur privé et financier, mais également à proposer un budget prévisionnel de préparation du budget, répondant de manière pragmatique aux attentes des parties prenantes.

4. Résultats de la consultation

4.1 Synthèse des opinions :

Les parties prenantes se rejoignent sur le principal défi entravant le développement du secteur privé et financier, à savoir **le climat des affaires**, et plus particulièrement **l'accès au financement**, **la justice commerciale**, et **le renforcement des capacités des PME**. Elles ont insisté sur la nécessité d'une approche intégrée et cohérente pour répondre à ces enjeux complexes, tout en respectant la réalité économique et sociale du Tchad.

Amélioration du climat des affaires

Les intervenants ont souligné l'importance de réformes institutionnelles pour créer un environnement favorable aux investissements et à la formalisation des entreprises. Parmi les principaux obstacles identifiés :

- La faible coordination entre les acteurs publics et privés, aggravée par l'absence de dialogue structuré.
- Des cadres juridiques et réglementaires obsolètes, tels que la Charte Nationale des Investissements, nécessitant une mise à jour.
- L'insuffisance d'infrastructures essentielles, notamment les routes, et l'accès limité à des services de base comme l'énergie.
- Non opérationnalisation du Conseil Présidentiel de l'Amélioration du Climat des Affaires (CPACA).
- Absence de guichet unique dématérialisé pour simplifier les démarches administratives pour accélérer la création d'entreprises au sein de l'ANIE.
- La faible modernisation des infrastructures économiques et renforcer les Zones Économiques Spéciales.

Accès au financement

L'accès limité au financement constitue une contrainte majeure, particulièrement pour les PME et les entrepreneurs informels. Les parties prenantes ont relevé :

- Une inclusion financière insuffisante, avec des taux d'intérêt élevés et des garanties peu accessibles.
- L'absence de mécanismes de soutien adaptés, tels que des fonds de garantie pour les PME.
- Une faible culture financière, freinant la capacité des entrepreneurs à structurer des demandes de crédit viables.
- Absence d'un guichet unique pour centraliser les services liés au financement des entreprises.
- Absence d'une Caisse des Dépôts.

Renforcement de la justice commerciale

Cité par toutes les parties prenantes, la justice commerciale est perçue comme un pilier essentiel pour favoriser un environnement d'affaires stable et attractif. Cependant, elle reste limitée par :

- Le manque de moyens matériels et financiers des Tribunaux de commerce.
- L'insuffisance des modes alternatifs de résolution des litiges, tels que la médiation et l'arbitrage.
- Une digitalisation absente des procédures judiciaires.

Renforcement des capacités des PME

Les PME, moteur de l'économie tchadienne, sont confrontées à des défis structurels et organisationnels qui limitent leur compétitivité. Les problèmes relevés incluent :

- Une faible organisation interne, souvent marquée par l'absence de comptes annuels et de gestion structurée.
- Le manque de politiques d'accompagnement pour aider les PME à répondre aux critères bancaires ou aux exigences des marchés.
- L'insuffisance d'infrastructures d'appui, telles que les incubateurs et les espaces de co-working.

4.2 Tableau récapitulatif des consultations : Résultats par thèmes et par parties prenantes.

CONSULTATION DES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES DU SECTEUR PRIVÉ ET FINANCIER DANS LE CADRE DU PADSPF

	1. CLIMAT DES AFFAIRES (Hors 2,3 et 4)	2. ACCÈS AU FINANCEMENT	3. JUSTICE COMMERCIALE	4. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES PME
APEC	. Absence d'un statut de l'entrepreneur	. Faible inclusion financière ; . Risques élevés et faibles garanties ; . Absence de fonds de garantie ; . Culture financière faible ; . Dossiers de crédits non structurés ; . Absence d'un guichet unique pour canaliser les différents process d'accès au financement ; . Secteur informel fortement présent ; . Insuffisance d'incubateurs ; . Microfinance peu présente ; . Absence d'une Caisse de Dépôts	. Justice commerciale insuffisante : Tribunal du Commerce, médiation et arbitrage ; . Risques élevés et faibles garanties ;	. PME peu organisés (ex : absence de compte annuel) ; . Culture financière faible ;
INCUBATEUR BET AL NADJA		. Absence de financement une fois les dossiers montés ; . Cible féminine peu touchée		. Le Projet d'appui à la petite entreprise (accompagnement des dossiers de projets) financé par l'AFD prend fin en décembre 2026.
CNPT	. Relancer le Conseil présidentielle de l'amélioration du climat des affaires (CPACA)	. Absence de fonds de garantie (actualiser l'étude pour la création	. Règlement de différends : renforcer les Tribunaux de commerce,	. Absence structure de soutien et de financement des PME/PMI

	<ul style="list-style-type: none"> . Révision de la Charte Nationale des Investissements (dernière maj 2008) ; . Élaborer des projets de Zones Économiques Spéciales ; . Gouvernance : respect des engagements de l'État ; stabilité des compétences aux postes de responsabilité ; . Lutte contre la corruption . Accès aux services et infrastructures de base ; . Accès à la propriété foncière 	<ul style="list-style-type: none"> d'un fonds déjà réalisé) ; . Absence structure de soutien et de financement des PME/PMI ; . Règlement de l'insolvabilité ; . Veiller à la répression du non remboursement du crédit bancaire 	<ul style="list-style-type: none"> développer des modes alternatifs de règlement des litiges et centres d'arbitrage) . Veiller à la répression du non remboursement du crédit bancaire 	
TRIBUNAL DU COMMERCE			<ul style="list-style-type: none"> . Nécessité d'un renforcement des capacités du TC ; . Nécessité de dématérialiser et de digitaliser les procédures ; . Absence de synergies entre le TC, le MCI, la CCIAMA, l'ANIE et le centre d'activité du Droit OHADA ; . Conditions de travail mauvaises ; . Législation en matière commerciale à promouvoir. 	
AAZES	<ul style="list-style-type: none"> . Opérationnaliser l'AAZES ; . Évaluer les textes de l'AAZES (incohérence observée); . Absence d'un guichet unique ; . Absences d'infrastructures : Énergie, routes etc. . Absence d'un dialogue public – privé ; . Opérationnaliser le Conseil présidentielle de l'amélioration du climat des affaires (CPACA) . Absence d'un observatoire sur le secteur privé ; . Absence d'une haute autorité assurant les planifications (ex : vide programmatique PND et autres plans) ; . Absence de données économiques et sociales. 	<ul style="list-style-type: none"> . Risque pays élevé : instabilité sécuritaire et gouvernementale . Fonds de Garantie pour accompagner les entreprises nationales au sein des ZES . Manque d'éducation financière ; . Manque d'espace de débats pour l'accès au crédit pour les PME ; . Taux de crédits élevés 	<ul style="list-style-type: none"> . Tribunal du Commerce manque de moyens et d'outils 	<ul style="list-style-type: none"> . Renforcer les capacités des entreprises pour qu'elles puissent répondre aux critères ZES ; . Manque d'éducation financière PME ; . Manque d'espace de débats pour l'accès au crédit pour les PME ; . Absence de mécanismes d'accompagnement des entrepreneurs et porteurs de projets
ANIE	<ul style="list-style-type: none"> . Nécessité de dématérialiser et de digitaliser le guichet unique pour la création d'entreprises ; . Statut de l'entrepreneur non adopté ; . Charte National des Investissements : dernière mise à jour en 2008 		<ul style="list-style-type: none"> . Tribunal du Commerce : manque de moyens et d'outils 	
DOUANES	<ul style="list-style-type: none"> . Informatisation de l'ensemble du système de la Douane non complète ; . Processus de création du pont sec de Nguéli non finalisé. 			
IMPÔTS				
CCIAMA				

Ministère du Commerce et de l'Industrie	<ul style="list-style-type: none"> . Absence d'un programme d'appui à la mise en œuvre des réformes pour l'amélioration du climat des affaires ; . Absence d'une politique de gouvernement en termes de migration du secteur informel vers le secteur formel ; . Peu de dialogue secteur privé et public ; . Manque de communication sur les réformes (nationales comme régionale et internationales) ; . Mise à jour des stratégies et chartes (ex : stratégie nationale du commerce, Charte nationale des investissements) ; . Faible lutte contre la concurrence déloyale 	<ul style="list-style-type: none"> . Absence de fonds de garantie (actualiser l'étude pour la création d'un fonds déjà réalisé) ; . Absence structure de soutien et de financement des PME/PMI. 	<ul style="list-style-type: none"> . Tribunal du Commerce : manque de moyens, de capacités et d'outils 	<ul style="list-style-type: none"> . Peu de politiques pour le renforcement des capacités des PME
Comité création de la Chambre des femmes entrepreneurs	<ul style="list-style-type: none"> . Application de la loi portant création d'une chambre des femmes entrepreneurs ; . Adoption de la stratégie de la Chambre ; . Absence de financement pour la Chambre ; . Restrictions des transferts d'argent 	<ul style="list-style-type: none"> . Manque d'un fonds avec des conditions adaptées à la réalité des femmes du secteur informel pour faciliter l'accès au financement ; 		<ul style="list-style-type: none"> . Absence d'espaces de co-working

5. Prochaines étapes

5.1 Proposition d'un chronogramme d'activités

CHRONOGRAMME D'ACTIVITÉS CT-PADSPF					
N°	MISSIONS FIXÉES PAR L'ARRÊTÉ CT-PADSPF	ACTIONS	RÉSULTATS	RESPONSABILITÉS	DÉLAIS
1	IDENTIFIER LES COMPOSANTES ET LES PRINCIPALES ACTIVITÉS DU PROJET	AIDE-MÉMOIRE DE LA BANQUE MONDIALE SUITE À LA MISSION DE PRÉ-ÉVALUATION DU PADSPF	COMPOSANTES DU PADSPF	BM	11.24
2	FACILITER LA COLLECTE ET L'ANALYSE DES DONNÉES POUR LA FORMULATION PRÉCISE DES ACTIVITÉS	PROPOSITION D'UN CHRONOGRAMME D'ACTIVITÉ	CHRONOGRAMME D'ACTIVITÉ	CT	12.24
		RÉCOLTE DES DONNÉES ET CONSULTATION DES PARTIES PRENANTES	RAPPORT DE CONSULTATION	CT	12.24 - 01.25
		AFFINER L'IDENTIFICATION DES COMPOSANTES ET PRINCIPALES ACTIVITÉS DU PROJET	PLAN DE BUDGET PRÉVISIONNEL DU PADSPF	CT	12.24 - 01.25
3	REVUE ET VALIDATION DE LA NOTE CONCEPTUELLE PAR LE GOUVERNEMENT	IDENTIFICATION FINALE DES COMPOSANTES DU PROJET ET DES ETUDES TECHNIQUES	NOTE CONCEPTUELLE	CT / BM	01.25
4	SUPERVISER LES ETUDES TECHNIQUES	CONTRIBUER À L'ÉLABORATION DES TDRs	TDRs POUR LE RECRUTEMENT DES CONSULTANTS	CT/SWEDD	01.25 - 02.25
		PARTICIPER À LA SIGNATURE DES CONTRATS DES CONSULTANTS	CONTRATS CONSULTANTS	CT/SWEDD	02.25 - 03.25

		SUPERVISER LES PRESTATIONS ET VALIDER LES RAPPORTS DE DÉMARRAGE, PROVISOIRES ET FINAUX DES ETUDES TECHNIQUES RETENUES	RAPPORT	CT/SWEDD	03.25
		EXAMINIER ET VALIDER LES PRINCIPALES PROPOSITIONS DES ETUDES TECHNIQUES SUSCEPTIBLES DE CONSTITUER L'ARCHITECTURE DU POJEYT	VALIDATION DES ETUDES TECHNIQUES	CT / BM	03.25 - 04.25
5	PROPOSER LE MONTAGE INSTITUTIONNEL DU PROJET	DÉFINIR L'ARCHITECTURE FINALE DU PROJET	PLAN DE BUDGET PRÉVISIONNEL DU PADSPF (V2)	CT / BM	04.25 - 05.25
6	SUPERVISER L'ÉLABORATION DU RAPPORT D'ÉVALUATION DU PADSPF	VALIDATION DU RAPPORT D'ÉVALUATION	RAPPORT D'ÉVALUATION	CT / BM	05.25 - 06.25
7	NÉGOCIATIONS DE FINANCEMENT DU PROJET	SUIVANT MANDAT DU MINISTRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE, PRENDRE PART AUX NÉGOCIATIONS	PLAN DE BUDGET FINAL	CT	07.25 - 08.25
8	VALIDATION DU PROJET	PASSAGE DU PADSPF AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BANQUE MONDIAL	DÉCISION	BM	09.25
9	MISE EN VIGUEUR	ACTIONS DE MISE EN ŒUVRE DU PADSPF	LANCEMENT DU PROJET	CT/BM	10.25 - 12.25

5.2 Proposition d'un budget prévisionnel

BUDGET PRÉVISIONNEL DE PREPARATION DU PROJET D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ ET FINANCIER

	Rubriques et nature des dépenses	Unité	Nombre	Coût/u	Coût Total (FCFA)	Coût Total (USD)
A	ETUDES					
A 1	Études de conception technique du Projet et études de faisabilité					
A 1.1	Élaboration d'un programme d'appui à la mise en œuvre des réformes pour l'amélioration du climat des affaires	Contrat	1	120 000 000,00	120 000 000,00	200 000,00
A 1.2	Assistance technique et étude pour l'opérationnalisation de la chambre de l'entrepreneuriat féminin et des jeunes	Contrat	1	200 000 000,00	200 000 000,00	333 333
A 1.3	Assistance technique et étude pour le Tribunal du Commerce	Contrat	1	200 000 000,00	200 000 000,00	333 333
A 1.4	Assistance technique pour la dématérialisation des procédures de création d'entreprise à l'ANIE	Contrat	1	100 000 000,00	100 000 000,00	166 667
A 1.5	Appui institutionnel au Ministère du Commerce et de l'Industrie	Contrat	1		110 000 000,00	183 333
A 1.6	Étude pour l'identification des régimes économiques suspensifs et lutte contre la fraude et la contrebande	Contrat	1	150 000 000,00	150 000 000,00	250 000,00
A 1.7	Étude sur la mise en place d'un fonds de garantie pour l'accès au financement des PME	Contrat	1	150 000 000,00	150 000 000,00	250 000,00
A 1.8	Étude sur le potentiel et l'impact du secteur informel	Contrat	1	120 000 000,00	120 000 000,00	200 000,00
A 1.9	Élaboration d'une politique du gouvernement en termes de migration du secteur informel vers le secteur formel	Contrat	1	90 000 000,00	90 000 000,00	150 000

	A 1.10	Recrutement d'un consultant pour la révision de la stratégie nationale ZELECAF	Contrat	1	110 000 000,00	110 000 000,00	183 333,33
	A 1.11	Recrutement d'un consultant pour l'évaluation de l'impact de la ZELECAF sur l'économie nationale	Contrat	1	60 000 000,00	60 000 000,00	100 000,00
	A 1.12	Évaluation de la dynamique entrepreneuriale au Tchad	Contrat	1	90 000 000,00	90 000 000,00	150 000,00
	A 1.13	Enquête sur la perception de la microfinance au Tchad	Contrat	1	45 000 000,00	45 000 000,00	75 000,00
	A 1.14	Étude pour la mise en place d'un programme d'accompagnement des porteurs des projets en partenariat avec les incubateurs	Contrat	1	80 000 000,00	80 000 000,00	133 333,33
	A 1.16	Assistance technique pour la mise à jour de la Charte National des Investissements	Contrat	1	60 000 000,00	60 000 000,00	100 000,00
	A 1.17	Étude de faisabilité pour la mise en place d'une Caisse des Dépôts	Contrat	1	150 000 000,00	150 000 000,00	250 000,00
	A 1.18	Étude de faisabilité pour la mise en place d'un guichet unique pour le Commerce Extérieur	Contrat	1	150 000 000,00	150 000 000,00	250 000,00
	Sous-total A1					1 985 000 000,00	3 308 333
A 2	Études du cadre de gestion environnementale et sociale (Projet)						
	A 2.1	Recrutement d'un consultant pour l'élaboration d'un cadre de gestion environnementale et social (CGES)	Contrat	1	25 000 000,00	25 000 000,00	41 667
	A2.2	Recrutement d'un consultant expert en évaluation sociale pour appuyer le projet dans l'élaboration du Plan de Gestion de Main d'Œuvre (PGMO), du Plan de Mobilisation des Parties Prenantes (PMPP), d'un	Contrat	1	30 000 000,00	30 000 000,00	50 000

		Cadre de Réinstallation (CR) et d'un Plan d'Engagement Environnemental et Social (PEES)					
	Sous-total A2					55 000 000,00	91 667
A 3	Capacité fiduciaire du Projet						
	A 3.1	Stratégie de Passation des Marchés PPSD du Projet + PPM des 18 premiers mois	Contrat	1	20 000 000,00	20 000 000,00	33 333
	Sous-total A3				20 000 000,00	20 000 000,00	33 333
A 4	Élaboration des Manuels du Projet						
	A 4.1	Recrutement d'un consultant pour l'appui à la rédaction des termes de références des études planifiées dans le cadre de la préparation du projet	Contrat	1	50 000 000,00	50 000 000,00	83 333
	A 4.2	Manuel d'Opération du Projet, incluant un Manuel de Gestion administrative et financière et un manuel de suivi-évaluation	Contrat	1	25 000 000,00	25 000 000,00	41 667
	Sous-total A4					75 000 000,00	125 000
B	EQUIPEMENTS ET MOBILIERS DE BUREAU						
B 1	Équipements						
	B 1.1	Matériels informatiques (ordinateurs portables, imprimantes, accessoires etc.)	Nbre	10	2 500 000,00	25 000 000,00	41 667
	B 1.2	Achat véhicule 4*4 pour missions de préparation	Nbre	2	40 000 000,00	80 000 000,00	133 333
	B 1.3	Équipements et mobilier du nouveau PIU du Projet	Forfait	lots	30 000 000,00	30 000 000,00	50 000
	B 1.4	Acquisition de logiciels de gestion financière et comptable pour le PIU	Forfait	lots	20 000 000,00	20 000 000,00	33 333
	Sous-total B1					155 000 000,00	258 333
C	FONCTIONNEMENT						
C 1	Fonctionnement équipe de préparation						
	C 1.1	Consommables bureautique et informatique	Mois	6	400 000,00	2 400 000,00	4 000

	C 1.2	Carburant + lubrifiant (véhicule + motocyclettes + groupe électrogène)	Mois	6	500 000,00	3 000 000,00	5 000
	C 1.3	Entretien matériel informatiques	Mois	6	200 000,00	1 200 000,00	2 000
	C 1.4	Frais de transport membres CTI	Mois	9	1 500 000,00	13 500 000,00	22 500
	C 1.5	Prestations chauffeur	h/mois	12	250 000,00	3 000 000,00	5 000
	C 1.6	Frais d'insertion dans les journaux	Unité	20	500 000,00	10 000 000,00	16 667
	C 1.7	Pauses-café des sessions du CTI	Mois	10	500 000,00	5 000 000,00	8 333
	C 1.8	Assurances véhicules	Annuel	1	500 000,00	500 000,00	833
	C 1.9	Forfait charges de travail additionnelles des staffs du PIU	Mois	9	1 500 000,00	13 500 000,00	22 500
	C 1.10	Provision de fonctionnement du nouveau PIU du Projet	Mois	3	2 000 000,00	6 000 000,00	10 000
		Location d'un local pour la préparation du projet et la PIU	Mois	12	3 000 000,00	36 000 000,00	60 000
	C 1.11	Frais de communication	Forfait	6	500 000,00	3 000 000,00	5 000
	Sous-total C1					97 100 000,00	176 562
D	AUTRES ACTIVITÉS DE PRÉPARATION						
	D 1	Atelier de validation des études	Nbre	17	7 000 000,00	119 000 000,00	198 333
	D 2	Atelier national de lancement du projet	Nbre	1	10 000 000,00	10 000 000,00	16 667
	D3	Atelier d'évaluation du système SYDONIA Word (Intégration des préoccupations des parties prenantes dans le secteur privé)	nbre	2	20 000 000,00	40 000 000,00	66 667
	Sous-total D					169 000 000,00	281 667
TOTAL GLOBAL						2 556 100 000,00	4 647 877

6. Conclusion

La consultation des parties prenantes, menée dans le cadre du **Projet d'Appui au Développement du Secteur Privé et du Secteur Financier (PADSPF)**, a permis de recueillir des informations essentielles et des perspectives pertinentes sur les défis majeurs auxquels fait face le secteur privé au Tchad. Le principal enjeu identifié, à savoir l'amélioration du climat des affaires, dont plus particulièrement l'accès au financement, la justice commerciale et le renforcement des capacités des PME, témoignent de la nécessité d'une approche intégrée et cohérente pour répondre aux attentes des acteurs concernés.

Les résultats obtenus à travers cette démarche de consultation fournissent une base solide pour le projet, avec des priorités clairement définies et un plan d'action précis. L'élaboration d'un tableau récapitulatif des consultations, d'un chronogramme détaillé des activités et d'un budget provisoire permettront d'assurer une mise en œuvre fluide et ciblée du PADSPF.

Il est désormais impératif que les recommandations formulées soient prises en compte afin de structurer et d'adopter des réformes et des mécanismes adaptés, qui permettront de lever les obstacles existants et de favoriser un environnement propice au développement durable du secteur privé. Ce projet constitue une étape clé dans l'amélioration du cadre des affaires au Tchad et contribuera, à terme, à stimuler la croissance économique et à renforcer la compétitivité du pays sur la scène régionale et internationale.

Ainsi, la mise en œuvre efficace du PADSPF nécessitera la mobilisation continue de tous les acteurs concernés, ainsi qu'une coordination étroite entre le secteur public, privé et les partenaires au développement, afin de garantir la réussite du projet et de répondre aux attentes des entreprises et des citoyens tchadiens.

7. Annexes

7.1 Détails des participants

7.2 Instruments de consultation : Copies des questionnaires, guides d'entretien, etc.

7.3 Données brutes : notes d'ateliers.

**Le Président du Comité Technique
de préparation du Projet d'Appui au Développement
du Secteur Privé et Financier (PADSPF)**

ABAKAR OUSMAN SOUGUI